



HAL
open science

Penser la transformation des rapports entre le scientifique et le non scientifique

Loty Laurent, Marc Renneville

► **To cite this version:**

Loty Laurent, Marc Renneville. Penser la transformation des rapports entre le scientifique et le non scientifique. Claude Blanckaert; Laurent Loty; Marc Renneville; Loïc Blondiaux; Nathalie Richard. L'histoire des sciences de l'Homme. Trajectoire, enjeux et questions vives, L'Harmattan, pp.247-263, 1999, Histoire des sciences humaines, 9782738483218. <halshs-00130379>

HAL Id: halshs-00130379

<https://shs.hal.science/halshs-00130379v1>

Submitted on 9 Feb 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

PENSER LA TRANSFORMATION DES RAPPORTS ENTRE LE SCIENTIFIQUE ET LE NON SCIENTIFIQUE

Laurent LOTY - Marc RENNEVILLE

La définition de la « science » renvoie toujours à ce qui est censé lui être extérieur : métaphysique, religion, politique, etc. La relative autonomisation des disciplines dépend elle-même de discours ou de pratiques d'institutionnalisation qui déterminent ce qu'est la science en affirmant ce qu'elle n'est pas (« la science n'est pas de l'idéologie », « les sciences de l'homme ne sont pas des sciences de la nature », etc.). Plus généralement, le regard porté sur la science dans la société consiste à la confronter à des enjeux qui lui seraient extérieurs.

Étudier les rapports entre le *scientifique* et le *non scientifique* : un lieu commun de l'histoire des sciences ? De fait, les sciences se définissant par différenciation mais aussi par confrontation avec les autres éléments d'un système culturel et social, une grande partie du travail de l'historien des sciences, qu'il se dise épistémologue, sociologue ou historien, consiste à analyser de tels rapports.

Mais nous souhaitons adopter ici une démarche bien différente : enquêter sur l'*histoire* de ces rapports. Si penser, c'est penser des rapports, et si penser l'histoire, c'est penser la transformation de rapports, alors, faire l'histoire des sciences de l'homme passe par l'histoire des *transformations des rapports* dans lesquelles ces savoirs s'inscrivent.

Prenons un exemple concret, pour esquisser ce que notre démarche peut engager.

Du citoyen « ordinaire » au parlementaire, du professeur au Collège de France à l'écologiste, du biologiste à l'étudiant en philosophie, ou de l'évêque à l'épistémologue, il est aujourd'hui une évidence assez bien partagée : « la science pose des problèmes éthiques ». Pourtant, il y a encore une vingtaine d'années, l'évidence se formulait tout autrement : « la science pose des problèmes politiques ». Questions : que s'est-il produit d'une mise en rapport à l'autre ? Où est passé le rapport de la science à la politique ? Y a-t-il quelque chose qui jouait, en coulisse, du temps du « tout-politique », ce qui tient désormais le rôle de l'« éthique » ? Cette transformation cache-t-elle des continuités, relève-t-elle d'une mutation ou d'une rupture ? Peut-on repérer voire expliquer

l'émergence de ce nouveau rapport ? Celui-ci est-il significatif d'une transformation des mentalités, d'une dépolitisation ? Que penser de ce processus que l'on pourrait désigner du nom d'*éthisation* ? Est-il significatif d'une nouvelle représentation de la place de la science dans la société ? Est-il constitutif d'une modification de la nature même des sciences, de leurs discours et de leurs pratiques ?

Nous reviendrons, à la fin de notre réflexion, sur cet exemple décisif en ce qu'il renvoie en définitive à notre présent, dont le récit historique est toujours dépendant, quel que soit le parti pris épistémologique qu'il revendique (voir, à ce sujet, l'article de L. Blondiaux et N. Richard dans ce volume). Mais il apparaît déjà clairement que nous ne retiendrons pas cette évidence selon laquelle la science pose des problèmes éthiques : nous inviterons à comparer la confrontation science/éthique à des confrontations antérieures qui paraissaient tout aussi évidentes (science/politique, science/idéologie, science/religion, etc.). Au lieu de présupposer des rapports intemporels, nous nous demanderons ce qu'une enquête diachronique peut nous révéler de ces rapports historiques, de leur nature et de leurs enjeux.

D'où une série de questions : en quoi cette démarche est-elle insuffisamment adoptée par les approches dites d'épistémologie ou de sociologie des sciences ? Dans quelle mesure oblige-t-elle à repenser ce que les savants ou les historiens des savoirs eux-mêmes considèrent comme ce qui relève du *scientifique* ? Quelles méthodes et quels objets d'étude privilégier pour une telle enquête ? Et finalement, l'étude des déplacements de frontières entre le *scientifique* et le *non scientifique* peut-elle éclairer notre manière de penser la science aujourd'hui ?

Approches épistémologiques et sociologiques : des discours sur la science qui peuvent constituer des objets d'étude

Dans le jeu de miroir entre le présent et le passé, il est un objet d'enquête auquel les historiens des sciences prêtent encore assez peu d'attention : leur propre discours. S'il n'y a pas d'histoire possible sans épistémologie – qu'elle soit ou non explicitée – toute épistémologie porte en elle une certaine conception des relations entre le scientifique, le religieux, le politique, l'éthique, etc. Du côté d'une histoire des sciences qui revendique son attachement à la philosophie, en France souvent dans le sillage de Bachelard et ensuite sous influence althusserienne, on sait l'importance de la notion de coupure épistémologique ou de la distinction entre science et idéologie, encore présentes dans la conscience commune quand bien même elles ne le seraient plus chez la plupart des chercheurs. Ce qu'on peut appeler l'histoire philosophique des sciences, plutôt que de s'intéresser à une histoire de la transformation des rapports dans lesquels les sciences s'inscrivent, est surtout fortement productrice de tels rapports, en l'occurrence de distinctions, et d'affirmation de l'autonomie des sciences. Cette approche s'inscrit dans une quête axiologique dont les repères normatifs sont toujours ceux du sujet écrivant, et non de l'objet décrit. D'où la nécessité, dans cette tradition, de toujours recourir « en dernière instance » à des divisions rétrospectives entre le scientifique et ce qui ne le serait pas, à des distinctions entre des enjeux internes

et externes au discours scientifique. Suivant notre perspective, ces divisions ne sont valides que dans le temps de l'enquête car le scientifique d'hier pourrait bien recouvrir ce que l'on considère aujourd'hui comme du religieux, et il se pourrait même que l'idéologique d'hier devienne parfois le scientifique d'aujourd'hui. À ce titre, le courant d'histoire épistémologique français peut constituer l'un des objets de notre enquête et être intégré à la série historique des nombreuses philosophies et pratiques institutionnelles qui ont proposé ou imposé une classification des sciences et une définition des sciences par exclusion, par différenciation.

À l'inverse, la sociologie des sciences qui s'est inscrite dans la lignée du programme fort de Bloor postule la non spécificité des discours scientifiques et tente d'expliquer la construction des connaissances en reliant les énoncés défendus par les savants à des facteurs politiques, religieux ou sociaux. Or, de notre point de vue, cette perspective tend à redoubler la revendication des tenants d'une conception purement épistémologique de la démarcation du scientifique car elle suppose que sa méthodologie externaliste lui confère une posture objective.

Nous assistons au cours de ces dernières années à une relative reconnaissance réciproque de ces deux approches, épistémologique et sociologique. Or, cette reconnaissance pourrait bien constituer une espèce d'*alliance objective*, qui s'expliquerait ainsi : soit ces deux démarches n'ont finalement pas le même objet, et tout en s'opposant, ne se font pas concurrence ; soit elles participent, par contraste avec la démarche qui nous intéresse, d'une même approche, qui consiste à ne pas historiciser complètement leur objet, à projeter dans le passé une conception des frontières du scientifique tirée de leurs présupposés épistémologiques.

Pour une démarche « historienne »

Par différence, que signifierait une telle approche ?

On peut évaluer à quel point le poids de l'approche épistémologique des sciences a pu se faire sentir, en France du moins, si l'on pense par exemple qu'il a paru nécessaire à Jacques Roger de publier un jour en Italie, en 1984, un article intitulé « Pour une histoire historienne des sciences » (Roger, 1984, rééd. 1995). Mais d'autre part, si l'on peut probablement dire ce que *n'est pas* une démarche historienne, la discipline historique est trop diversifiée dans ses méthodes et ses objets, pour qu'on puisse dire ce qu'est *la* démarche historienne. Il est cependant possible de percevoir plusieurs raisons qui expliqueraient que les historiens, à considérer ici en tant que communauté scientifique chargée d'enseignement et dotée de programmes de recherche collectifs, se soient *relativement* désintéressés d'une histoire des transformations des rapports entre les savoirs et ce qui leur serait extérieur. Premièrement, l'historien de profession, et ceci quoique de grands travaux existent dans ce domaine, semble, statistiquement parlant, réticent à prendre pour objet d'étude le contenu des textes de structure fortement élaborée et rationalisée (disons les textes philosophiques, scientifiques, voire littéraires), si bien que la question pourtant décisive de

l'histoire des interactions entre les cultures savantes et les cultures de populations plus vastes reste encore un vrai chantier d'étude¹. Deuxièmement, dès lors que ces textes savants sont réservés à ceux qu'on appelle non pas des historiens mais des littéraires ou des philosophes, spécialistes rarement formés aux documents d'archives ou aux analyses sociales, l'étude de ces savoirs est encore trop rarement couplée à une histoire approfondie de leurs conditions de production, de leur diffusion, de leur poids respectif dans un ensemble socio-culturel plus vaste². Or, ce couplage permet précisément d'aborder certains processus de transformation des savoirs et des rapports dans lesquels ils s'inscrivent. Troisièmement, la division entre spécialistes d'histoire moderne et d'histoire contemporaine demeure déterminante, tandis que les historiens spécialistes de la Révolution française privilégient malgré tout le social, l'économique et le politique, et incluent rarement dans l'histoire des mentalités et des représentations ces faits culturels savants qui demeurent l'apanage de ceux qui étudient la littérature ou la philosophie.

Pour éviter de trop simplifier, il faudrait analyser des auteurs précis et évaluer en quoi leur démarche a pu favoriser ou non l'historicisation qui nous intéresse : qu'en est-il de l'histoire des sciences de l'homme selon Georges Gusdorf, des révolutions scientifiques selon Thomas Kuhn, de l'autonomisation de champs disciplinaires selon Pierre Bourdieu ? etc. Nous pourrions évoquer une multitude de travaux, nous ne retiendrons qu'une œuvre, parce qu'elle vient immédiatement à l'esprit, tant elle a marqué l'histoire des sciences quant à ce type de problématique : celle de Michel Foucault. En nous limitant volontairement au Foucault de l'époque de *Les Mots et les choses* (Foucault, 1966), nous formulerons l'idée suivante : les postulats de discontinuité historique et d'homogénéité d'une épistémè en un temps donné mènent plutôt à récuser la légitimité d'une histoire des transformations des rapports qui nous intéressent ici. Surtout, ils consistent à projeter dans le passé une conception de ces rapports somme toute assez proche de la tradition philosophique de l'épistémologie. La critique foucauldienne du continuisme, par ailleurs très productive, va de pair avec l'affirmation d'une discontinuité historique qui projette dans la conception de l'histoire et sous la forme d'une coupure épistémologique ce qui prenait ailleurs, en épistémologie, la forme d'une coupure épistémologique entre la science et la non science.

1. Ce qui n'empêche évidemment pas qu'il existe des travaux s'efforçant de penser le rapport entre culture savante et culture populaire. Voir par exemple les travaux autour de l'œuvre de Rabelais (Bakhtine, 1970 ; Febvre, 1988), ou encore l'important débat organisé par le Centre de Synthèse sur les rapports entre histoire des mentalités et histoire des sciences (notamment Roger, 1983 ; et Chartier, 1983).

2. De même, nous ne sous-estimons pas l'importance des approches sociologiques en histoire de la littérature (Viala, 1985 ; Goulemot et Oster, 1992 ; Masseau, 1994, etc.). Il n'empêche que d'une part cette approche demeure minoritaire, et que d'autre part, elle tend alors à s'intéresser aux conditions de production et de diffusion en délaissant les interactions entre celles-ci et le contenu même des œuvres. Problème analogue, en histoire de ce qu'on appelle littérature, à l'absence de convergence entre approche épistémologique et approche sociologique en histoire des sciences. Quant à l'histoire de la philosophie, les travaux non internalistes demeurent rarissimes, *a fortiori* ceux qui combinent interprétation internaliste et interprétation externaliste (voir par exemple, sur Leibniz, Elster, 1975 ; sur Heidegger, Bourdieu, 1988).

Une telle philosophie de l'histoire affirme le discontinuisme, là où il s'agirait précisément d'évaluer dans quelle mesure et sur quels plans il convient de parler de continuité, de mutation ou de rupture en faisant jouer, éventuellement, plusieurs temporalités.

D'autre part, l'idée d'épistémè semble remettre en cause l'éventuelle distinction entre les sciences et entre celles-ci et l'idéologie, la morale ou la politique. L'épistémè, condition de possibilité des modes de savoirs et des pratiques d'une époque, se situerait à un niveau infrastructurel relativement aux rapports qui nous intéressent. Or, ce postulat interdit une interrogation sur la transformation historique ainsi formulée : comprendre comment le nouveau diffère de l'ancien alors même qu'il en hérite. Mais aussi, la distinction entre une épistémè homogène en profondeur et des discours hétérogènes et en surface, suppose quasiment une différence ontologique entre l'épistémè comme condition de possibilité et les savoirs qu'elle est censée rendre possibles. Or, ce que cette distinction place sur deux plans radicalement différents pourrait être resitué sur un même plan, un plan dans lequel se distribueraient de multiples rapports entre des modes de pensée, des pratiques ou des savoirs plus ou moins divergents. Il nous semble même que ce sont les rapports de force entre de tels modes de pensée, savoirs et pratiques qui permettent d'expliquer certains déplacements historiques, l'émergence de disciplines scientifiques, la défaite provisoire ou durable d'autres savoirs ou mentalités minoritaires.

Ainsi, Foucault considère les oppositions entre naturalistes fixistes et transformistes comme secondaires par rapport au changement brutal d'épistémè entre un savoir classique fondé sur la classification des êtres et un savoir moderne imposant le concept du vivant. Mais l'opposition prétendument superficielle entre fixistes et transformistes ne date pas vraiment du début du XIX^e siècle, et correspond parfois à une opposition entre classification et réflexion sur le vivant, cette dernière étant aussi antérieure au XIX^e siècle. Si bien que ce que Foucault considère comme un rapport entre épistémè et savoir est peut-être à réinterpréter comme un rapport entre deux types de savoirs, ou même un rapport entre deux types de rapports, deux types de relation entre les sciences, la morale, la politique, etc. L'historicisation de ces rapports oblige plus généralement à repenser sur un mode problématique les catégories d'analyse mises en œuvre dans l'écriture de l'histoire.

Relativité des notions d'autonomie et de preuve scientifiques

On peut prendre rapidement deux exemples, avec les catégories d'autonomie et de preuve. L'*autonomie* ne doit pas être confondue avec l'indépendance. L'historien peut très bien reconnaître l'autonomie disciplinaire d'un ensemble de discours, qui trouve son identité dans un idiome réglé par la communauté qui l'emploie, sans conclure *a priori* à l'absence de relation entre ces discours et le reste de la culture. Il faut donc distinguer l'autonomie disciplinaire d'un savoir et son autonomie sociale, qui supposerait, elle, l'indépendance d'un domaine de savoir avec le politique, le religieux ou l'éthique, par exemple. En fait, les travaux historiques dont la narration s'articule sur un processus d'autonomisation

non historicisé interrogent rarement le concept même d'« autonomisation » car la trame narrative de ces récits engage le plus souvent – d'une manière plus ou moins explicite – la notion de rupture épistémologique en distinguant deux périodes dans la construction d'une discipline de savoir. La première est assez longue et consiste en une sorte de préhistoire faite de ratages, de méconnaissances et d'intuitions. À celle-ci succède une véritable *révolution intellectuelle* qui fonde en un temps relativement court, parfois sur une œuvre, la scientificité de la nouvelle discipline. L'histoire de la notion d'inconscient a longtemps subi avec force l'effet d'occultation provoqué par l'idée de rupture attachée à l'œuvre de Freud. Or il est possible de faire une histoire de l'inconscient qui soit une histoire des déplacements de la réflexion sur l'économie du psychisme entre le religieux, le politique et le scientifique, une histoire qui tienne compte des énoncés produits dans toutes ces catégories de discours et qui rendent compte des interactions entre ces discours, des déplacements de l'un à l'autre (voir par ex. Ellenberger, 1974).

Autre catégorie à historiciser : celle de *preuve*, qui sert souvent, elle aussi, à qualifier dans le récit les types de discours censés posséder des modalités d'argumentation spécifiques. Tel argument, qui aurait dans tel discours ou à telle époque le statut de preuve, serait ailleurs ou en un autre temps totalement illégitime. Dans la première moitié du XIX^e siècle par exemple, les médecins catholiques combattaient le matérialisme médical en général et la phrénologie en particulier en invoquant la morale chrétienne (cf. Renneville, 1996 et 1999). Telle est la position du docteur Cerise, disciple de Buchez, s'adressant aux étudiants de l'École de médecine de Paris :

« Quel est en un mot le critérium de la vérité, quel est le principe de la certitude ? Ce critérium, Messieurs, c'est la morale. C'est parce qu'on le place ailleurs que dans la morale que le doute règne, et avec le doute, la confusion et le mal. Ce critérium a été placé dans le témoignage des sens. Or les sens sont impuissants à nous donner la loi des rapports qui existent entre l'activité humaine et le monde, ils sont impuissants à nous donner le point de départ de toute conception scientifique ; ils sont impuissants à nous donner la loi d'une seule des existences de l'univers et de leur harmonie avec l'ensemble de la création » (Cerise, 1836 : XI).

Pour Cerise, le critérium de la vérité, c'est l'adéquation des énoncés scientifiques à la morale. Une telle assertion, qui n'est qu'un exemple parmi d'autres, incite à reconsidérer les rapports entre science, politique et religion. Dans quel champ l'historien classera-t-il l'argument ? Est-il religieux, politique, scientifique ?

Il est d'autres cas où c'est la qualification même d'un discours qui peut être un enjeu polémique. Voici brièvement deux exemples, tirés du XIX^e siècle. Dans le premier, on disqualifie une théorie en dénonçant sa dimension politique, dans le second, on dépolitise un conflit pour en faire une question de science ¹.

1. Voir aussi, pour une réflexion sur l'histoire « politique » et l'histoire du rapport social/politique dans la première moitié du XIX^e siècle, Riot-Sarcey (1998).

Le premier exemple est celui de Friedrich Tiedemann, un professeur d'anatomie et de physiologie à Heidelberg, qui défend en 1836 l'égalité intellectuelle des races humaines, et refuse par conséquent tout fondement naturel ou scientifique à l'esclavagisme. Tiedemann fut rejeté en France (par Pierre Gratiolet entre autres) sous le prétexte que sa théorie était trop ouvertement politique (voir Blanckaert, 1993 : 18-19). Le second exemple est l'interprétation de la Commune de 1871 par certains contemporains. Les Communards ? Selon Maxime Du Camp :

« Ce n'étaient que des malfaiteurs qui ont invoqué des prétextes parce qu'ils n'avaient point de bonnes raisons à donner : les assassins ont dit qu'ils frappaient les ennemis du peuple, et ils ont tué les plus honnêtes gens du pays ; les voleurs ont dit qu'ils reprenaient le bien de la nation, et ils ont pillé les caisses publiques, démeublé les hôtels particuliers, dévalisé les caisses municipales ; les incendiaires ont dit qu'ils élevaient des obstacles contre l'armée monarchique, et ils ont mis le feu partout ; – les ivrognes seuls ont été de bonne foi : ils ont dit qu'ils avaient soif, et ils ont défoncé les tonneaux. Les uns et les autres ont obéi aux impulsions de leur perversité : mais la question politique était le dernier de leurs soucis » (Du Camp, 1881, vol. I : XII).

La Commune était en fait pour Du Camp un problème d'ordre scientifique et médical ¹. Et il ajoutait : « Cette vérité ressortira avec évidence de l'étude des documents, lorsque ceux-ci seront livrés à l'histoire ». En définitive, c'est donc l'histoire qui devrait prouver la validité de l'interprétation médico-psychologique de la Commune. L'historien d'aujourd'hui pourrait invalider le point de vue de Du Camp, affirmer le caractère exclusivement politique de la Commune, et rejeter sa réduction à un phénomène pathologique. Notre démarche inclinerait à restituer aussi l'histoire complexe des discours portés sur la Commune, à repérer les différents procédés de qualification de l'événement : primat accordé au politique, à l'économique, aux phénomènes psychosociaux ou médicaux, eux-mêmes constitués en objet d'étude par des aliénistes. Il s'agirait surtout d'interroger les multiples transformations de ces mises en rapport depuis les contemporains de la Commune jusqu'à nos contemporains, quitte à découvrir qu'un jugement comme celui de Du Camp est encore parfois tenu aujourd'hui ².

Pour autant qu'elles demeurent pertinentes malgré leur brièveté, ces remarques nous font penser qu'une histoire de la transformation des rapports demeure un programme de recherche à développer. Il convient de dire maintenant

1. Ce canevas interprétatif a connu des variations. L'aliéniste Prosper Despine ne niait pas par exemple la dimension politique de l'insurrection parisienne, mais il fit de ses revendications socialistes la preuve même de son caractère pathologique, en y voyant le signe d'une « épidémie morale » (Despine, 1875 : 772).

2. Voir par exemple l'interprétation par Louis Pauwels des manifestations étudiantes de décembre 1986 contre le projet de loi Devaquet comme le signe d'un « sida mental » (propos tenus dans *Le Figaro Magazine* que Louis Pauwels crée avec Robert Hersant et dirige durant quinze ans).

plus précisément quels seraient les questionnements propres à ce type de démarche, quelles seraient aussi ses difficultés spécifiques.

Des polémiques synchroniques sur la définition d'une discipline Des transformations de la frontière des savoirs sur une longue durée

La démarche que nous proposons tend manifestement vers un idéal inaccessible, somme toute assez traditionnel en histoire, celui d'une histoire globale ou, du moins, d'une histoire culturelle globale. Quelques points pour spécifier toutefois quels peuvent être ses objets particuliers :

Premier point : c'est probablement une démarche analogue que de travailler sur la transformation des rapports dans la durée historique, et de repérer, en un temps donné, des discours et des pratiques *concurrentes* dans la manière de concevoir les rapports entre science et théologie, savoir et politique, sciences de l'homme et sciences de la nature. C'est le choix adopté dans ce volume par Claude Gautier, quant aux divergences propres au XVIII^e siècle sur les rapports entre doctrines économiques, théologie, morale et politique, enquête qu'il poursuit par ailleurs sur un long XVIII^e siècle¹. Or, le repérage de polémiques sur la délimitation du statut d'un savoir, et la mise en évidence d'une hétérogénéité culturelle passée, entraînent des révisions de l'historiographie actuelle des disciplines savantes, surtout quand cette histoire est écrite par ceux-là même qui héritent de partages disciplinaires qui ont emporté la victoire sur des choix concurrents et désormais oubliés.

Il faudrait aussi insister sur l'importance de l'étude de périodes *critiques* quant à la réorganisation des savoirs et de leurs rapports avec l'ensemble du système social et culturel. Nous pensons notamment à la transformation du statut des savoirs en un moment aussi décisif que les années de la Révolution française, et par exemple à l'institutionnalisation parallèle à la recomposition de ces savoirs sur l'homme qui se situent alors au croisement de la médecine, de la psychologie, de l'histoire naturelle, de la morale et de la métaphysique².

Deuxième point : dans le cadre d'une enquête *diachronique*, il semble indispensable de travailler sur une durée relativement longue. Mais surtout, il est nécessaire de remonter jusqu'à des périodes où les savoirs ensuite reconnus comme sciences ne sont pas encore institutionnalisés, du moins pas comme nous l'entendons aujourd'hui, ou bien sont en phase d'institutionnalisation. Cela signifie qu'une telle enquête doit *aussi* aborder les savoirs sur l'homme d'avant le XIX^e siècle. Car l'enquête sur des périodes où les savoirs ne sont pas institutionnalisés ni spécialisés (ou rejettent les spécialisations d'une période encore plus ancienne) favorise, comme chez Montesquieu le fait de regarder la France avec des yeux de Persans, un regard distancié sur les délimitations mêmes des frontières entre les savoirs, sur les découpages entre les savoirs et ce qui est

1. Voir notamment Gautier (1992 et 1993). Voir aussi, sur les rapports entre économie de la nature, économie politique, théologie et politique, Larrère (1992 et 1994).

2. Sur ce sujet, voir en particulier les travaux de François Azouvi (notamment 1995). Sur la difficulté à cerner le statut d'œuvres de l'époque révolutionnaire, voir aussi Loty (1986, 1995).

censé ne pas en relever. Il faut ensuite se demander dans quelle mesure les particularités d'un *ancien régime* de différenciation sociale et culturelle des savoirs ne se retrouvent pas en fait dans les deux derniers siècles¹.

Une réflexion menée sur une durée relativement longue et un passé relativement lointain oblige à repenser l'idée même de « sciences humaines ou sociales ». Or, si l'historien peut attester que la distinction entre science de l'homme et science naturelle, ou même mathématique, n'est pas toujours pertinente pour le passé, cela invite aussi à ne pas entériner les distinctions présentes pour la seule raison qu'elles sont aujourd'hui affirmées, reconnues, et institutionnalisées. Le couple théorie/application est peut-être lui-même objet d'enquête : les probabilités selon Condorcet sont-elles des mathématiques applicables au social et au politique, ou bien des outils psycho-mathématiques relevant toujours déjà de la pratique socio-économico-politique (voir Loty, 1989) ? Enfin, c'est l'idée même de « science » qui est à repenser. Un exemple : les travaux de Pierre Bonniffet portent sur les rapports entre poésie et musique au XVI^e siècle (Bonniffet, 1993 et 1996). L'écart temporel oblige à penser comme relativement unitaires la théologie, l'astronomie, la poésie, le chant, la musique, la danse, la politique et la morale. Doit-on supposer qu'il s'agit là non plus de science mais d'une « philosophie » dont la posture intemporelle serait de penser la mise en rapport des pratiques et des savoirs, ou doit-on considérer cette constellation comme un unique savoir intégrant ce que désormais nous distinguons ? Dira-t-on aujourd'hui que la théorie musicale du XVI^e siècle relève de la musicologie, ou bien des sciences morales et politiques ? (et dans les deux cas, quel sens cela a-t-il ?) Surtout, doit-on penser qu'à présent, cette forme de connaissance est incongrue et relève de la chimère ?

Qu'il s'agisse d'une étude synchronique de positions concurrentes quant aux rapports entre les sciences et ce qui leur est peut-être extérieur, ou d'une histoire de la transformation de ces rapports sur une longue durée, ce type d'enquête suppose aussi des choix d'objets et de méthodes spécifiques, ou des croisements inédits d'objets et de méthodes multiples. Nous voudrions seulement retenir ici une idée : il est entendu que cette histoire globale n'est qu'un objectif idéal. Toutefois, elle peut aussi supposer un certain degré de spécialisation, et être alors conçue comme une tâche certes difficile, mais accessible : non pas l'histoire *générale* de tous les savoirs dans l'ensemble du système social et culturel, mais l'histoire *particulière* des configurations dans lesquelles les savoirs s'inscrivent. Au même titre que le médecin généraliste, l'historien des rapports et de leurs transformations est donc aussi un spécialiste, un spécialiste de cet objet-là : des rapports abordés dans leur historicité.

1. Voir par exemple les travaux d'Annie Petit (1995) qui portent entre autres sur une succession de mises en rapport polémiques dans la définition des sciences de l'homme ou des sciences positives, de Laurent Mucchielli (1998) qui a étudié les déplacements du statut du savoir sur l'homme et la société au XIX^e siècle et l'autonomisation de la sociologie, de Pietro Corsi (1988), qui a exploré, à travers le cas de Baden Powell, les transformations complexes des rapports entre sciences naturelles, politique et religion au cours du XIX^e siècle.

Du passé de l'objet étudié jusqu'au présent du discours de l'historien

À défaut d'une réflexion explicite sur la transformation diachronique des rapports entre les sciences et ce qui leur serait extérieur, tout chercheur les analyse en les confrontant, consciemment ou non, à un autre type de rapports : ceux de son présent, qui déterminent ce à partir de quoi il analyse le passé. Ainsi, pour l'anthropologie physique du XIX^e siècle, la différence raciale relève fréquemment de la science et non pas de l'idéologie ou de la politique sociale ou coloniale. Or, aujourd'hui, nous tenons évidemment ce discours scientifique du passé pour un discours qui produit d'autant plus d'idéologie politique qu'il s'énonce dans une prétention à la « neutralité ». Ainsi, sans même faire une histoire des rapports entre science, racisme et politique, ces rapports sont aujourd'hui pensés *correctement* (selon nos propres valeurs scientifiques, éthiques ou politiques), par une confrontation implicite entre deux époques : celle qui est étudiée et celle de celui qui l'étudie.

D'où cette autre question : que devrait être et qu'apporterait de plus une histoire *explicite* de la transformation de ces rapports ? Il s'agirait ici du point le plus important de cette démarche : procéder à une enquête sur l'ensemble des processus historiques qui partent des rapports du passé pour mener *jusqu'à ceux du présent de l'historien*. Ce faisant, on peut probablement accéder à une plus grande conscience des origines, de l'émergence, de la genèse, de la diffusion du second type de rapport par lequel on analyse le premier. Dès lors, il devient aussi plus aisé de modifier notre propre conception des rapports du passé, grâce à une révision des rapports auxquels nous adhérons au présent. Reprenons l'exemple du racisme anthropologique : une histoire des rapports entre sciences, racisme et politique peut permettre de voir en quoi *même* l'évidence selon laquelle le racisme ne relève pas de la science reste à questionner. Non pas que nous souhaitions que l'on affirme la scientificité du racisme, bien au contraire évidemment, mais parce que ce n'est peut-être pas un service à rendre à la science, à la politique ou à l'éthique, en tout cas à la lutte contre le racisme, que de poser *a priori* que cela ne relève pas de la science. On pourrait alors croire que si la science du passé relève de l'idéologie, une bonne science d'aujourd'hui, l'ethnologie par exemple, n'en relèverait plus, surtout si elle affirme sa distinction d'avec le racisme ou même son antiracisme, surtout si elle affirme son rejet du biologisme, ou même de la politique, surtout si elle est expérimentale, voire mathématisée. Or, ce sont précisément ces logiques multiples, tantôt de distinction, tantôt de non distinction, qu'affirmaient l'anthropologie de Broca ou la statistique eugéniste galtonienne. Ainsi, si l'anthropologie physique a été associée au racisme, on peut se demander si son remplacement par l'anthropologie sociale a toujours été indemne de tout couplage raciste – nous pensons par exemple sur ce point aux analyses critiques de Pierre-André Taguieff (1988 et 1994) sur des rapports potentiels et parfois bien réels entre un différencialisme culturel et le racisme de la nouvelle droite.

À ce compte, une telle enquête, quoique spécifique, est finalement nécessaire, *en général* : nécessaire parce que les transformations passées qui vont, d'une manière ou d'une autre, jusqu'au présent de l'historien qui étudie ce passé, déterminent sa propre enquête ; nécessaire parce que la prise de conscience de

ces transformations qui affectent l'historien lui permet de réviser et son regard sur le passé et son regard sur le présent. Utile donc, mais utile à quoi ? à l'histoire, à l'éthique, à la politique ? Précisément, telle est la question, question qui rend si utile l'activité réflexive sur la discipline historique, les travaux en histoire de l'histoire ¹.

Réflexion critique sur le rapport contemporain science/éthique

Pour notre part, et en guise de conclusion, nous retournerons aux questions que nous avons posées au début de ce texte sur la nature du rapport contemporain entre science et éthique.

On sait que la confrontation entre science et éthique s'est surtout développée ces dernières années à propos de l'essor du génie génétique et de la procréation assistée. Précisons que ce domaine du biomédical relève pleinement des sciences humaines au moins en ce sens qu'il s'agit là d'un carrefour entre la biologie, la psychologie, ou la médecine, elle-même située au croisement de choix individuels et de choix économiques, politiques et juridiques. Précisons aussi que si nous n'abordons ici que la bioéthique, ce sont désormais toutes les sciences, dont les sciences humaines, qui se sont engouffrées dans la réflexion sur leurs rapports avec l'éthique.

Sur de telles questions, on peut estimer que l'essentiel réside dans la détermination de programmes et de pratiques scientifiques, et dans la réflexion de chaque citoyen sur les valeurs éthiques qui seraient à établir ou à défendre. Notre démarche n'exclut absolument pas l'idée qu'il convient de faire des choix de valeurs. Toutefois, elle fait le pari qu'il y a tout intérêt à pratiquer une réflexion sur les rapports entre science et éthique, et mieux encore, une histoire de l'émergence de ce nouveau rapport. Nous finirons donc par quelques remarques sur ce que peut signifier ici l'éthique, sur ce que peut être la science définie par une telle confrontation avec l'éthique, sur ces mentalités contemporaines qui mettent ainsi au premier plan le rapport science/éthique.

Premier effet de cette mise en rapport, éclairée par l'histoire des rapports du passé : elle contribue à définir l'un par l'autre chacun des termes concernés. En l'occurrence, on peut repérer deux stratégies opposées dans ce discours « bioéthique » en formation : soit la revendication d'une totale adéquation de la science et de l'éthique, au point que tout ce qui n'est pas éthique est considéré comme non scientifique (de nombreux scientifiques, médecins, psychiatres, se refusent par exemple à tout rapprochement entre la science et les exactions commises par les savants nazis, pratiques rejetées totalement hors de la science ou considérées comme des « dérives ») ² ; soit une tendance à affirmer une autonomie radicale entre d'une part la science, et d'autre part l'éthique. La science est alors définie en ce qu'elle ne relève pas des valeurs, et l'éthique en ce qu'elle

1. Par exemple, sur l'histoire des conceptions de l'histoire avant la Révolution française, voir Goulemot (1996).

2. La défense de l'« éthicité » de la science prévaut par exemple chez le directeur de l'INSERM (Lazar, 1996).

ne dépend pas d'un savoir ou d'une vérité objective. Ainsi, alors même que les mentalités contemporaines tendent à se méfier de la science et de la médecine, celles-ci sont érigées en savoirs autonomes, sans enjeu axiologique. On peut déceler ici le retour inattendu d'une forme de scientisme. Mais on ne sera peut-être pas trop étonné de ce paradoxe si l'on songe qu'une grande partie des discours sur les rapports entre science et éthique proviennent des savants eux-mêmes.

Quelques précisions. De fait, avant que le gouvernement français n'institue le Comité National Consultatif d'Éthique pour les sciences de la vie et de la santé, en 1983, ce sont surtout des groupes de médecins et de biologistes qui ont mis en place des comités *ad hoc* de bioéthique, et une bonne part des réflexions éthiques des savants relèvent de ce qu'il conviendrait plutôt d'appeler l'établissement d'une déontologie professionnelle. De plus, le Comité National a toujours été présidé par un biologiste, chose assez surprenante dans un domaine où chacun est censé penser que l'expert scientifique n'a d'autres compétences que celle d'informer de ses connaissances techniques. Enfin, on notera que le dernier Président du comité, Jean-Pierre Changeux, a aussi dirigé une publication collective intitulée *Fondements naturels de l'éthique*, de laquelle ressort une double logique apparemment contradictoire : il est affirmé d'une part que la science ne peut dire l'éthique ; et d'autre part, que la génétique, la neurologie, ou une sociobiologie évolutionniste, pourraient bien nous apprendre en quoi nos valeurs morales et nos comportements sont régis par la nature, si bien que ces sciences pourraient nous aider à fonder l'éthique (Changeux, 1993). Du moins cela ne vait-il pas jusqu'à l'idée que le biologiste Jacques Monod se faisait de l'éthique : donner comme principal objectif à l'ensemble de la société de favoriser les recherches des savants – à quoi il faut ajouter l'inquiétude de type eugéniste de Monod, quant à la diminution du nombre des génies (Monod, 1970, et voir Blanckaert, 1993). On retrouve le procédé décrit plus haut à propos des rapports entre science et politique au XIX^e siècle : plus une science se disait apolitique, plus elle se pensait capable d'éclairer la politique. Il en est peut-être de même de l'affirmation d'une neutralité éthique de la science.

Deuxième effet de cette mise en rapport : elle se substitue au rapport historique précédent entre science et politique, et laisse ainsi penser que les problèmes liés aux techniques biomédicales relèvent d'un choix de valeur individuel qui n'aurait guère d'interférence avec des rapports de forces entre des groupes économiques ou sociaux, ou encore avec la mise en place de savoirs et de pratiques intéressant l'organisation de toute la collectivité. L'éventuelle illusion ainsi suscitée correspond évidemment à la méfiance contemporaine à l'égard du politique. Mais il faut dire aussi que la référence à l'éthique peut parfois tout simplement relever d'une rhétorique selon laquelle on parle sciemment de politique tout en brandissant la bannière de l'éthique.

Toutefois, l'un des faits remarquables semble être le nouvel essor, sur le marché culturel de la bioéthique et de l'éthique tout court, d'une pensée de type religieux ou plus précisément théologique. Il n'est pas question pour nous d'affirmer que dans la réflexion sur les valeurs, le croyant ou le théologien est nécessairement moins bien placé que l'athée qui ne croirait qu'en la politique. Toutefois, il convient au moins de repérer un tel phénomène, d'autant que les

voix qui s'expriment ainsi le font souvent sous des formes apparemment laïcisées, principalement en s'exprimant en tant que « philosophe ». Retenons au moins un exemple où la pensée dite éthique peut sembler gênante : on reconnaît aujourd'hui comme l'un des grands éthiciens Hans Jonas. Or, Jonas est, entre autres, l'auteur de l'essai intitulé *Le Concept de Dieu après Auschwitz* (Jonas, 1994). Estimer qu'Auschwitz pose la question de la toute-puissance ou de la bonté infinie de Dieu, est-ce vraiment le problème le plus urgent pour réfléchir aux moyens d'éviter d'autres horreurs de ce genre ? Nous dirons pour le moins qu'il s'agit là d'un mode de pensée peu politique, qui fait l'économie d'une réflexion sur les rapports entre science et politique, et qui occulte la démarche historique comme moyen de penser le présent et l'avenir. D'autant que l'émergence des formes modernes de la réflexion éthique vient principalement de l'après-guerre, du code de Nuremberg, et s'articule donc pleinement avec une histoire politique et médicale, celle du nazisme et de la participation des médecins allemands et autres à l'eugénisme nazie.

L'éthique est ici un retour ou une nouvelle forme – désenchantée ? – du religieux, et l'articulation de ce nouveau rapport éthique et science s'établit aux dépens du politique. Fin des « idéologies » dira-t-on. Mais si l'on s'en tient à une analyse de la raison bioéthique, ce qui risque de demeurer impensé ou mal pensé, c'est le caractère biopolitique de certains des problèmes les plus cruciaux liés au développement des nouvelles techniques biomédicales. Ou pour le dire autrement, ce qui est impensé ou mal pensé, c'est l'articulation entre l'individuel et le collectif, entre les problèmes « éthiques » de choix individuels et les problèmes « politiques » d'instance de pouvoir et de décision. C'est précisément à ce carrefour que se situent à la fois les problèmes de sécurité sociale, de rapports économiques, de constitution du juridique. Et cette articulation entre éthique et politique n'est pas seulement extérieure à la science, elle se situe aussi au cœur de la pratique médicale, et même parfois au cœur de certaines théories biologiques.

Discipline historique et éthique

Arrivés à ce point de notre réflexion, il semblerait légitime de conclure sur un plaidoyer *pro domo*, en affirmant la position de supériorité du savoir historique. Un peu à la manière de l'historien des sciences, qui détenait autrefois le pouvoir du jugement épistémologique. Nous n'y pensons pas. Voici par exemple les derniers mots de l'introduction du grand historien catholique Jean Delumeau au collectif *Les Malheurs du temps, histoire des fléaux et des calamités en France* (du Moyen Âge à nos jours) :

« Rappelons-nous ce qui s'est passé au cours de la grande crise des années 1350-1450, lorsque se développa dans l'art et la littérature une véritable "culture de mort". Ne sommes-nous pas en train de réinventer une telle culture ? L'érotisme débridé, la violence quotidiennement présente sur nos écrans, la chute de la natalité, l'augmentation des suicides, les progrès alarmants de la drogue et des maladies sexuellement transmissibles : autant d'éléments – hélas ! cohérents entre eux – d'un ensemble où la mort

l'emporte sur la vie. Ce diagnostic, éclairé par les expériences anciennes, ne signifie-t-il pas que nous avons besoin d'une nouvelle Renaissance fondée sur la lucidité, le courage et – n'ayons pas peur des mots – d'un retour à l'éthique ? » (Delumeau et Lequin, 1987).

Éléments « hélas ! cohérents entre eux », nous en doutons. C'est du moins à nos yeux la preuve que l'histoire n'est pas en soi la discipline suprême pour penser correctement le présent, ou plutôt que tout dépend de ce que fait et défend l'historien, et finalement de ses propres valeurs, scientifiques, éthiques ou politiques. La preuve aussi que s'il est peut être bon d'opérer un retour à l'éthique, il est au moins aussi nécessaire de poursuivre une réflexion sur l'histoire des rapports entre les sciences et ce que les différentes époques, dont la nôtre, ont considéré comme ne relevant pas du scientifique, que cela ait pris nom de « morale », de « religion », de « politique » ou d'« éthique ».

BIBLIOGRAPHIE

- AZOUVI François, 1995. *Maine de Biran. La science de l'homme*. Paris, Vrin.
- BAKHTINE Mikhaïl, 1970. *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*. Trad. fr. Paris, Gallimard.
- BLANCKAERT Claude, 1993. « La science de l'homme entre humanité et inhumanité », dans *Des sciences contre l'homme*, 1, *Classer, hiérarchiser, exclure*, Claude BLANCKAERT dir., Paris, Autrement, p. 14-45.
- BONNIFFET Pierre, 1993. « Quatre chantres au long dessus un octonaire », dans *Mélanges Guy Demerson. Poétique et narration*, Paris, Champion.
- , 1996. « La musique mesurée profane de Claude Le Jeune. Des voix et des pas », dans *Claude Le Jeune et son temps*, Berne, Peter Lang.
- BOURDIEU Pierre, 1988. *L'ontologie politique de Martin Heidegger (1976)*. Paris, Minuit.
- CERISE Laurent, 1836. *Exposé et examen critique du système phrénologique, considéré dans ses principes, dans sa méthode, dans sa théorie et dans ses conséquences*. Paris, Trinquart.
- CHANGEUX Jean-Pierre dir., 1993. *Fondements naturels de l'éthique*. Paris, Odile Jacob.
- CHARTIER Roger, 1983. « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions », dans *Journée « Histoire des sciences et mentalités »*, *Revue de Synthèse*, n° 111-112, p. 277-307.
- CORSI Pietro, 1988. *Science and religion. Baden Powell and the Anglican Debate, 1800-1860*. Cambridge, Cambridge University Press.
- DELUMEAU Jean, LEQUIN Yves dir., 1987. *Les malheurs du temps, histoire des fléaux et des calamités en France*. Paris, Larousse.
- DESPINE Prosper, 1875. *De la folie au point de vue philosophique ou plus spécialement psychologique étudiée chez le malade et chez l'homme en santé*. Paris, F. Savy.
- DU CAMP Maxime, 1881. *Les convulsions de Paris*. Paris, Hachette et Cie.
- ELLENBERGER Henri, 1994. *Histoire de la découverte de l'inconscient (1974)*. Présentation Élisabeth Roudinesco. Paris, Fayard.
- ELSTER John, 1975. *Leibniz et la formation de l'esprit capitaliste*. Paris, Aubier Montaigne.
- FEBVRE Lucien, 1988. *Le problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La religion de Rabelais (1962)*. Paris, Albin Michel.
- FOUCAULT Michel, 1966. *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris, Gallimard.

- GAUTIER Claude, 1992. « Ferguson ou la modernité problématique », introduction à Adam FERGUSON, *Essai sur l'histoire de la société civile*, traduction révisée, éd. Claude GAUTIER, Paris, PUF (Léviathan), p. 6-94.
- , 1993. *L'invention de la société civile. Lectures anglo-écossaises, Mandeville, Smith, Ferguson*. Paris, PUF (Recherches politiques).
- GOULEMOT Jean, 1996. *Le règne de l'histoire. Discours historiques et révolutions XVII^e-XVIII^e siècle*. Paris, Albin Michel [éd. rev. et aug. de *Discours, histoire et révolutions (représentations de l'histoire et discours sur les révolutions de l'Âge classique aux Lumières)* (1975)].
- GOULEMOT Jean, OSTER Daniel, 1992. *Gens de lettres, écrivains et bohèmes. L'imaginaire littéraire (1630-1900)*. Paris, Minerve.
- JONAS Hans, 1994. *Le Concept de Dieu après Auschwitz. Une voix juive* (1984). Trad. fr. Philippe Ivernel. Rivages poche.
- LARRÈRE Catherine, 1992. *L'invention de l'économie au XVIII^e siècle. Du droit naturel à la physiocratie*. Paris, PUF (Léviathan).
- , 1994. « Malebranche revisité : l'économie naturelle des physiocrates », dans *Économie et politique*, n° spécial, *Dix-Huitième Siècle*, n° 26, p. 117-138.
- LAZAR Philippe, 1996. *L'éthique biomédicale en question*. Paris, Liana Lévi.
- LOTY Laurent, 1986. « Évolution culturelle, évolution politique et révolutions rétiviennes », *Études rétiviennes*, n° 2 : 3-18.
- , 1989. « Condorcet contre l'optimisme : de la combinatoire historique au méliorisme politique », dans *Condorcet mathématicien, économiste, philosophe, homme politique*, Pierre CRÉPEL, Christian GILAIN dir., Paris, Minerve, p. 288-296.
- , 1995. « Métaphysique et science de la nature : Dupont de Nemours contre la théorie de l'instinct », dans *Nature, Histoire, Société. Essais en hommage à Jacques Roger*, Claude BLANCKAERT, Jean-Louis FISCHER, Roselyne REY dir., Paris, Klincksieck, p. 327-340.
- MASSEAU Didier, 1994. *L'invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIII^e siècle*. Paris, PUF.
- MONOD Jacques, 1970. *Le Hasard et la nécessité. Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*. Paris, Seuil.
- MUCCHIELLI Laurent, 1998. *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914)*. Paris, La Découverte.
- PETIT Annie, 1995. « Introduction », dans Ernest RENAN, *L'avenir de la science*, éd. Annie PETIT, Paris, Garnier-Flammarion, p. 5-45.
- RENNEVILLE Marc, 1997. *La médecine du crime. Essai sur l'émergence d'un regard médical sur la criminalité en France (1785-1885)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.
- , 1999. *Le langage des crânes. Une histoire sociale de la phrénologie*. Préface de Georges Lantéri-Laura. Paris, Institut Synthélabo (Les empêcheurs de penser en rond), sous presse.
- RIOT-SARCEY Michèle, 1998. *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIX^e siècle*. Paris, Albin Michel.

- ROGER Jacques, 1983. « Histoire des mentalités : les questions d'un historien des sciences », dans *Journée « Histoire des sciences et mentalités »*, *Revue de Synthèse*, n° 111-112, p. 269-275.
- , 1984. « Per una storia storica delle scienze », *Giornale critico della filosofia italiana*, 63 (3) : 285-314. [Rééd. en trad. fr. dans Jacques ROGER, 1995].
- , 1995. « Pour une histoire historique des sciences », dans Jacques ROGER, *Pour une histoire des sciences à part entière*, texte établi par Claude BLANCKAERT, Paris, Albin Michel, p. 43-73.
- TAGUIEFF Pierre-André, 1988. *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*. Paris, Gallimard.
- , 1994. *Sur la nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*. Paris, Descartes & Cie.
- VIALA Alain, 1985. *Naissance de l'écrivain : sociologie de la littérature à l'Âge classique*. Paris, Minuit.

L'HISTOIRE DES SCIENCES DE L'HOMME

Trajectoire, enjeux et questions vives

Claude Blanckaert, Loïc Blondiaux,
Laurent Loty, Marc Renneville et Nathalie Richard

Histoire des Sciences Humaines

Sous la direction de
Claude BLANCKAERT, Loïc BLONDIAUX,
Laurent LOTY, Marc RENNEVILLE et Nathalie RICHARD

**L'HISTOIRE
DES SCIENCES DE L'HOMME**
Trajectoire, enjeux et questions vives

*Publié avec le concours de
la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme*

L'Harmattan
5-7 rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

1999

SOMMAIRE

Introduction

La demande d'histoire. Du détour au parcours

Claude BLANCKAERT p. 9

Une unité problématique

L'histoire générale des sciences de l'homme. Principes et périodisation

Claude BLANCKAERT p. 23

La « science de l'homme » : désirs d'unité et juxtapositions encyclopédiques

Fernando VIDAL p. 61

Pour l'histoire des sciences humaines. Perspective anglaise

Roger SMITH p. 79

Les disciplines à l'épreuve de l'histoire

À quoi sert l'histoire des sciences de l'homme ?

Loïc BLONDIAUX - Nathalie RICHARD p. 109

L'histoire de la psychologie entre oubli et mémoire, entre passe-temps et spécialité

Jacqueline CARROYE p. 131

Tradition, courants et ruptures : pour une histoire de la géographie en tension

Marie-Claire ROBIC p. 159

Philosophie et sciences de l'homme : regards croisés

- Les sciences humaines dans la philosophie des manuels : une dangereuse familiarité ? (France, 1960-1996)*
 Anne-Marie DROUIN-HANS p. 183
- L'épistémologie des sciences sociales aujourd'hui. Remarques sélectives sur quelques débats actuels*
 Jean-Philippe BOUILLOUD p. 219

Frontières de la science

- Penser la transformation des rapports entre le scientifique et le non scientifique*
 Laurent LOTY - Marc RENNEVILLE p. 247
- L'autonomie problématique de l'économie vis-à-vis du politique. Un débat exemplaire : Mercier de La Rivière et Mably*
 Claude GAUTIER p. 265
- Le style et l'objet*
 Claire SALOMON-BAYET p. 283
- Index des auteurs cités* p. 293
- Ont participé à ce volume* p. 305

ONT CONTRIBUÉ À CE VOLUME

Claude BLANCKAERT est directeur de recherche au CNRS (Centre Alexandre Koyré, Histoire des sciences et des techniques) et président honoraire de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Ses travaux portent sur les savoirs naturalistes, l'histoire de l'anthropologie (XVIII^e-XX^e siècle) et l'histoire de la vulgarisation scientifique. Il a dirigé *Naissance de l'ethnologie ? Anthropologie et Missions en Amérique. XVI^e-XVIII^e siècle* (Paris, Cerf, 1985), *Des sciences contre l'homme* (Paris, Autrement, 1993, 2 vol.) ; *Le terrain des sciences humaines. Instructions et Enquêtes (XVIII^e-XX^e siècle)* (Paris, L'Harmattan, 1996) et co-dirigé *Julien-Joseph Virey, naturaliste et anthropologue* (Paris, Vrin, 1988), *Histoire de l'anthropologie. Hommes, idées, moments* (n^o spécial des *Bulletins et mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, 1989, 3-4) et *Le Muséum au premier siècle de son histoire* (Paris, Éds du Muséum, 1997). Il a édité Jacques Roger, *Pour une histoire des sciences à part entière* (Paris, Albin Michel, 1995) et co-édité *Nature, Histoire, Société. Essais en hommage à Jacques Roger* (Paris, Klincksieck, 1995).

Loïc BLONDIAUX est maître de conférences à l'université de Lille II et membre du Conseil d'administration de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Ses recherches portent sur l'histoire de la science politique et l'histoire de la sociologie. Il a publié sa thèse intitulée *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages* (Paris, Seuil, 1998) et divers articles : « Comment rompre avec Durkheim, Jean Stoetzel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958) » (*Revue française de sociologie*, 1991, 32 [3]), « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine » (*Revue française de science politique*, 1996, 46 [5]) et « Les tournants historiques de la science politique américaine » (*Politix / Revue des sciences sociales du politique*, 1997, 40). Il a aussi coordonné le numéro thématique de la revue *Politix* (1995, 29) consacré aux « Frontières disciplinaires ».

Jean-Philippe BOUILLOUX est professeur assistant à l'École supérieure de Commerce de Paris et membre du Conseil d'administration de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Ses domaines de recherche couvrent l'épistémologie des sciences sociales, l'histoire de la sociologie et l'histoire de la gestion. Il a co-édité *L'invention de la gestion* (Paris, L'harmattan, 1993), et publié *Sociologie et société. Épistémologie de la réception* (Paris, PUF, 1997).

Jacqueline CARROY est directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales et membre du Conseil d'administration de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Elle consacre ses recherches à l'histoire de la psychologie (XIX^e siècle). Elle a co-dirigé *La découverte et ses récits en sciences humaines. Champollion, Freud et les autres* (Paris, L'Harmattan, 1998), publié *Hypnose, suggestion et psychologie. L'invention de sujets* (Paris, PUF, 1991) ; *Les personnalités doubles et multiples. Entre science et fiction* (Paris, PUF, 1993) et, en collaboration, « The origins of French experimental psychology : experiment and experimentalism », *History of the Human Sciences*, 1996, 9 [1]).

Anne-Marie DROUIN-HANS est maître de conférences à l'université de Bourgogne et trésorière de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Elle s'intéresse principalement à l'histoire et l'épistémologie de la sémiologie du geste et aux discours du corps, à la philosophie de l'éducation et à l'histoire et l'épistémologie des sciences humaines. Elle a co-dirigé *Pour une philosophie de l'éducation* (Dijon, CRDP de Bourgogne), publié *La communication non-verbale avant la lettre* (Paris, L'harmattan, 1995) et « Mimiques, physionomie et geste signifiant : dérives vers une psychologie ethnique » (dans *La psychologie des peuples et ses dérives*, M. Kail et G. Vermès dir., Paris, CNDP, 1999).

Claude GAUTIER est maître de conférences à l'université de Picardie et membre du Conseil d'administration de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Ses études portent essentiellement sur l'histoire des idées politiques et, en particulier, sur l'histoire politique anglo-écossaise du XVIII^e siècle. Il a réédité *l'Essai sur l'histoire de la société civile* d'Adam Ferguson (Paris, PUF, 1992) et publié *L'invention de la société civile, lectures anglo-écossaises, Mandeville, Smith, Ferguson* (Paris, PUF, 1993).

Laurent LOTY est maître de conférences à l'université de Rennes II et président de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Il s'intéresse à l'histoire et l'épistémologie des rapports entre théologie, philosophie, sciences, littérature et politique (en particulier rapports entre fictions et théologies chrétiennes, modèles libéraux et projets communistes), à l'histoire de l'utopie et de l'eugénisme, à l'histoire de la construction et de la diffusion des mentalités de l'élite politico-culturelle. Il a soutenu une thèse sur *L'anti-fatalisme. La genèse de l'optimisme et du pessimisme* et publié « Évolution culturelle, évolution po-

litique et révolutions rétiviennes » (*Études rétiviennes*, 1986, 2), « Condorcet contre l'optimisme : de la combinatoire historique au méliorisme politique » (dans *Condorcet mathématicien, économiste, philosophe, homme politique*, P. Crépel, C. Gilain dir., Paris, Minerve, 1989) et « Métaphysique et science de la nature : Dupont de Nemours contre la théorie de l'instinct » (dans *Nature, Histoire, Société. Essais en hommage à Jacques Roger*, C. Blanckaert, J.-L. Fischer, R. Rey dir., Paris, Klincksieck, 1995).

Marc RENNEVILLE est maître de conférences en histoire à l'université Paris-VIII-Vincennes et secrétaire général adjoint de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Il a consacré ses études à l'histoire de la criminologie et à l'histoire du suicide (XVIII^e-XX^e siècle) et travaille sur l'histoire de la médecine, de la psychiatrie et du droit pénal du XIX^e siècle. Il a soutenu et publié une thèse intitulée *La médecine du crime. Essai sur l'émergence d'un regard médical sur la criminalité en France, 1785-1885* (Lille, ANRT, Presses universitaires du Septentrion, 1997). Il a publié en outre « Rationalité contextuelle et présupposé cognitif : le cas Lombroso », (*Revue de Synthèse*, 1997, 4) et « Lumière sur un crâne ? Une lecture de la découverte de l'atavisme criminel » (dans *La découverte et ses récits*, J. Carroy, N. Richard dir., Paris, L'Harmattan, 1998) et prépare un ouvrage sur *Le langage des crânes. Une histoire sociale de la phrénologie* (Paris, Institut Synthélabo [Les empêcheurs de penser en rond]).

Nathalie RICHARD est maître de conférences en histoire à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne et secrétaire générale de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Ses travaux portent sur l'histoire de l'archéologie préhistorique, de l'anthropologie et de l'histoire au XIX^e siècle. Outre de nombreux articles (« Des dîners Lamarck au monument, la construction d'une mémoire », dans *Jean-Baptiste Lamarck 1744-1829*, G. Laurent dir., Paris, éditions du CTHS, 1997), elle a coordonné le volume *Histoire de la préhistoire* (n^o spécial du *Bulletin de la Société préhistorique française*, 1993, 90 [1]), co-dirigé *La découverte et ses récits en sciences humaines* (Paris, L'Harmattan, 1998) et publié *L'invention de la préhistoire* (Paris, Presses Pocket, 1992).

Marie-Claire ROBIC, directeur de recherche au CNRS, étudie l'histoire et l'épistémologie de la géographie humaine. Elle est responsable de l'équipe « Épistémologie et histoire de la géographie » (Paris, CNRS-Université Paris I). Elle a dirigé *Deux siècles de géographie française. Choix de textes* (Paris, CTHS, 1984), *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance* (Paris, Economica, 1992), *Géographes face au monde. L'union géographique internationale et les congrès internationaux de géographie* (Paris, L'Harmattan, 1996) et *Dans le labyrinthe des formes. Le Tableau de la géographie de la France de P. Vidal de la Blache* (Paris, CTHS, 1999).

Claire SALOMON-BAYET est professeur émérite d'histoire des sciences à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne. Son champ de recherche est l'histoire des sciences de la vie (XVII^e-XIX^e siècle) entendue comme l'histoire de pratiques liées à l'histoire de l'institution comme à l'exégèse des programmes théoriques. Elle a dirigé *Pasteur et la révolution pastorienne* (Paris, Payot, 1986), a édité A.A. Cournot. *Matérialisme, vitalisme, rationalisme* (Paris, Vrin [Cournot, *Œuvres complètes*, t. V], 1979), a publié *Rousseau ou l'impossible unité* (Paris, Seghers, 1969 et 1972), *L'institution de la science et l'expérience du vivant. Méthode et expérience à l'Académie royale des sciences (1666-1793)* (Paris, Flammarion, 1978) et dans *Pasteur, cahiers d'un savant* (Paris, CNRS-Sulma, 1995).

Roger SMITH, qui a pris sa retraite anticipée, est professeur émérite en histoire des sciences à l'université de Lancaster (UK) et chercheur invité à l'Institut pour l'Histoire des sciences et des techniques de l'Académie des Sciences de Moscou. Ses recherches portent sur l'histoire des neurosciences du XX^e siècle, la question des rapports corps/esprit et le statut des sciences humaines. Il est l'auteur de *Trial by Medicine. Insanity and responsibility in Victorian trials* (1991), *Inhibition. History and Meaning in the sciences of mind and brain* (1992) et *The Fontana History of the Human Sciences* (Londres, Fontana, 1997) [version américaine sous le titre, *The Norton History of the Human Sciences*. New York, Norton, 1997].

Fernando VIDAL est maître d'enseignement et de recherche à l'université de Genève et poursuit actuellement des recherches sur l'histoire de la psychologie (XVI^e-XIX^e siècle) dans le cadre du département d'histoire des sciences de l'université d'Harvard (USA). Il a publié *Piaget before Piaget* (Cambridge [Mass], Harvard University Press, 1994), « Psychology in the XVIIIth century : a view from Encyclopaedias » (*History of the Human Sciences*, 1993, 6 [1]), « La place de la psychologie dans l'ordre des sciences » (*Revue de Synthèse*, 1994, 3-4), « Histoire des sciences et Histoire des sciences humaines : La situation aux Etats-Unis », (*Bulletin d'information de la SFHSH*, 1994, 10), « Anthropologie et Psychologie dans les Encyclopédies d'Yverdon et de Paris. Esquisse de comparaison » (*Annales Benjamin Constant*, 1996, 18-1).

Martine BLANCKAERT a réalisé l'index et la mise en forme de ce volume.

L'HISTOIRE DES SCIENCES DE L'HOMME

Trajectoire, enjeux et questions vives

L'histoire des sciences de l'homme se développe en France à la croisée des disciplines, de la philosophie et de l'histoire intellectuelle. Interrogations, doutes éthiques, réformisme politique suscitent une réflexion épistémologique. Il s'agit de comprendre quelle est la place de la science dans le monde moderne. Dorénavant l'étude des sciences de l'homme assume une dimension proprement culturelle en modifiant notre perception théorique des systèmes sociaux et en mettant à bonne distance les images vieilles couramment associées à la notion même de science. Un clivage s'est ainsi opéré entre une représentation mémoriale du passé, propre à la commémoration institutionnelle des « héros fondateurs », et une histoire « historique » des sciences qui étudie le contexte d'émergence de ces savoirs omniprésents et, souvent, redoutés. Les sciences de l'homme figurent à leur tour une activité de production de l'humain, de ses modèles historiques et de leur incessante transformation.

À l'occasion de ses dix ans d'existence, la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme a organisé un colloque international qui s'est tenu à Paris. Les responsables de ces journées ont choisi d'interroger les opérateurs généraux qui donnent cohérence à un projet commun d'analyse des sciences humaines : la périodisation, les usages historiographiques dans les disciplines, les tendances actuelles de l'épistémologie, le rapport conflictuel des sciences humaines aux savoirs qui les bordent.

Ont contribué à cet ouvrage :

Claude BLANCKAERT, Loïc BLONDIAUX, Jean-Philippe BOUILLOUD, Jacqueline CARROY, Anne-Marie DROUIN-HANS, Claude GAUTIER, Laurent LOTY, Marc RENNEVILLE, Nathalie RICHARD, Marie-Claire ROBIC, Claire SALOMON-BAYET, Roger SMITH, Fernando VIDAL.

Histoire des **S**ciences **H**umaines
Collection dirigée par Claude Blanckaert



ISBN : 2-7384-8321-6